SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 25 JUIN 1897.

Rapport de la Commission de l'Agriculture et des Travaux publics, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics pour l'exercice 1897.

(Voir les nos 122, VII, session de 1895-1896, 4, VII, 142, 159, 173 et 177, session de 1896-1897, de la Chambre des Représentants; 119, session de 1896-1897, du Sénat.)

Présents : MM. le Vicomte VILAIN XIII, Vice-Président; le Vicomte COSSÉE DE MAULDE, CROUSSE, le Baron DE SELYS LONGCHAMPS, FIEVÉ, VERCRUYSSÉ et le Baron DE GRUBEN, Rapporteur.

MESSIEURS,

Comme les deux années précédentes, l'ensemble du budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1897 comprend 12 chapitres, pour lesquels les crédits demandés, y compris les dépenses exceptionnelles, s'élèvent à un ensemble de fr. 24,144,149 »
Le budget de 1896 s'élevait à la somme totale de 21,824,973 70
Soit une augmentation de fr. 2,316,175 30

Dépenses ordinaires.

Les dépenses ordinaires prévues au budget de 1897 s'élèvent à fr. 20,580,579 »
Les mêmes dépenses au budget de 1896 étaient de 20,087,214 »
Soit une augmentation pour le budget de 1897 de fr. 493,365 »

Dépenses exceptionnelles.

Les dépenses exceptionnelles prévues au budget de 1897 sont de fr. 3,560,570 »
Celles du budget de 1896 étaient de 1,737,759 70
Augmentation de fr. 1,822,810 30

Dépenses ordinaires.

Réunissant les augmentations et les diminutions du budget, tel qu'il est voté par la Chambre des Représentants et le comparant au budget voté pour 1896, nous arrivons aux chiffres suivants :

CHAPITRE 1^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE. — AUGMENTATIONS. — DIMINUTIONS.

Art. 2. — Augmentation de traitement de 2 ou 3 employés. fr.	8,000 »		
Art. 5. — Honoraires d'un jurisconsulte, service transféré au département des chemins de fer		fr.	2,000 »
	Fr. 8,000 »	fr.	2,000 »
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

CHAPITRE III.

AGRICULTURE.

Art. 8. — Augmentation réglementaire des traitements des agronomes de l'État et complément du service afférent à la section agricole du Musée commercial de l'État fr.	11,000 »
Art. 9. — Majoration votée par la Chambre du crédit du litt. G de l'article, à titre de subsides aux sociétés mutualistes d'assurance et de réassurance contre la mortalité du bétail.	20,000 »
Art. 10. — Augmentation du nombre d'inspecteurs vétérinaires	39,000 »
Art. 12. — Amélioration des races, etc.	60,000 »
Art. 14. — Contrôle de la comptabilité des sociétés affiliées aux caisses centrales de crédit agricole. Primes à décerner aux élèves des écoles primaires rurales pour favoriser la destruction des hannetons	7,800 »
Art. 15. — Augmentation de traitement à quatre fonctionnaires de l'école de médecine vétérinaire	2,000 »
Art. 20. — Augmentation pour cours complets de laiterie, cours d'arboriculture fruitière et de culture maraîchère et réta-	
A reporter . . fr.	<hr/> 139,800 »

(3)

	Report fr.	139,800 »	
blissement du cours d'agronomie pour militaires.		55,000 »	
	Fr.	<u>194,800 »</u>	

CHAPITRE IV.

EAUX ET FORÊTS.

Art. 24. — Expérience de sylviculture fr.	12,000 »		
Art. 25. — Dévasement de l'étang de Groenendael (travail effectué)		fr.	10,000 »
Art. 26. — Mise en culture de terrains appartenant à l'État et aux communes ou établissements publics	12,000 »		
	Fr.	<u>24,000 »</u>	fr. <u>10,000 »</u>

CHAPITRE VI.

SERVICE DE SANTÉ.

Art. 29. — Majoration du crédit pour :			
A. Surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, notamment quant au commerce du beurre et de la margarine	fr.	20,000 »	
B. Subsidés à des Congrès se ratta- chant à l'hygiène publique		15,000 »	
Prix quinquennal des sciences médi- cales (art. 31 du budget de 1896, sup- primé en 1897)			fr. 5,000 »
	Fr.	<u>35,000 »</u>	fr. <u>5,000 »</u>

CHAPITRE VIII.

PONTS ET CHAUSSÉES. — BATIMENTS CIVILS.

ART. 35. — Entretien de routes, etc. fr.	130,000 »		
ART. 37. — Entretien des bâtiments civils, etc.		fr.	15,000 »
Art. 40. — Entretien, etc., des canaux et rivières.			3,000 »
A reporter.	fr.	<u>130,000 »</u>	fr. <u>18,000 »</u>

Report.	fr.	130,000 »	fr.	18,000 »
Art. 45. — Travaux d'entretien des ponts, etc.		3,000 »		
Art. 48. — Premières dépenses pour le Congrès international de navigation à organiser à Bruxelles en 1898		24,000 »		
Art. 49. — Traitements des ingénieurs, etc., frais de bureau, etc.			3,600 »	
Art. 50. — Augmentation du nombre de surveillants des ponts et chaussées, etc.		23,215 »		
Art. 52. — Transfert à l'article précédent.			2,435 »	
Art. 53. — Matériel du service des bâtiments civils.		8,000 »		
	Fr.	<u>188,215 »</u>	fr.	<u>24,035 »</u>

CHAPITRE IX.

BEAUX-ARTS.

Art. 55. — Exposition des beaux-arts à Bruxelles	fr.	80,000 »		
Art. 57. — Acquisition de modèles pour les écoles de dessin		3,500 »		
Art. 63. — Surveillance des galeries des musées		1,600 »		
Art. 64. — Musées, etc., matériel, etc.	fr.		4,000 »	
Art. 65. — Musées, etc., personnel			1,200 »	
Art. 66. — Musées, etc. Dépenses diverses		1,200 »		
Art. 79. — Conséquence du transfert du service des beaux-arts du Ministère de l'Intérieur à celui de l'Agriculture et des Travaux publics.		2,000 »		
	Fr.	<u>88,300 »</u>	fr.	<u>5,200 »</u>

CHAPITRE XI.

DÉPENSES IMPRÉVUES.

Art. 82. — Rente annuelle, etc. :

Crédit de 1896, 1,850 francs, réduit à 1,100 francs au projet de budget de 1897 et porté au chiffre de 3,135 francs par voie d'amendement.

Majoration, 1,285 francs.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.	BUDGET PRIMITIF.	BUDGET AMENDÉ.	Modifications présentées après le dépôt du budget rectifié.	Amendements proposés dans le cours de la discus- sion du budget.	TOTAUX.
Les dépenses exceptionnelles comprennent les articles suivants :					
<i>Agriculture.</i>					
83. Recensement agricole	75.000	75.000	»	»	150.000
84. Ecoles moyennes pratiques d'horticulture et d'agriculture de l'Etat à Gand et à Vilvorde. Travaux d'amélioration et construction de serres	»	18.000	»	»	18.000
85. Locaux de tuberculination. Installations complémentaires	»	170.000	»	»	170.000
<i>Service de santé et d'hygiène.</i>					
85bis. Service sanitaire des ports. — Outillage et constructions	»	»	65.000	»	65.000
<i>Ponts et chaussées. — Bâtiments civils.</i>					
86. Acquisition des constructions environnant l'ancien château des comtes de Flandre, à Gand; restauration du monument.	30.000	»	20.000	»	50.000
87. Annuités à payer à la ville de Bruxelles pour la liquidation du subside pour le redressement de la Montagne de la Cour, pour la création d'un square entre le Palais de Justice et le boulevard de Waterloo, et pour les terrains du Parc du Cinquantenaire. Solde du subside alloué à la Société anonyme du quartier Léopold II	195.000	»	»	»	195.000
88. Conservatoire royal de musique de Bruxelles. Agrandissement des locaux et dégagements pour le cas d'incendie	110.000	»	»	»	110.000
89. Parachèvement de la façade du palais des beaux-arts de Bruxelles	20.000	»	»	»	20.000
90. Entretien et réparation des palais, hôtels, édifices, bâtiments et monuments appartenant à l'Etat; travaux extraordinaires	»	200.000	»	166.000	366.000
91. Bibliothèque royale. — Installation de l'office international de bibliographie.	»	35.000	»	»	35.000
92. Jardin botanique de Bruxelles. — Travaux de parachèvement et de chauffage; travaux divers	»	55.000	»	»	55.000
93. Dépôt des archives de l'Etat, à Gand. — Constructions.	»	100.000	»	»	100.000
93bis. Agrandissement de l'hôtel du gouvernement provincial, à Gand	»	»	»	370.000	370.000
94. Parc public de Tervueren. — Travaux d'aménagement	»	200.000	»	»	200.000

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.	BUDGET PRIMITIF.	BUDGET AMENDÉ.	Modifications présentées après le dépôt du budget rectifié.	Amendements proposés dans le cours de la discus- sion du budget.	TOTAUX.
95. Arcade du parc du Cinquantenaire . . .	»	500,000	»	»	500,000
96. Participation des divers services du département à l'exposition de 1897 . . .	»	71,000	39,000	»	110,000
97. Sambre canalisée; travaux d'améliora- tion	60,000	»	»	»	60,000
98. Canaux de Liège à Anvers; travaux d'amé- lioration	125,000	»	»	»	125,000
99. Yser. Travaux extraordinaires de recreu- sement et d'approfondissement . . .	70,000	»	»	»	70,000
100. Travaux d'amélioration des maisons d'habitation des agents des voies navi- gables	25,000	»	»	»	25,000
101. Canal de Bossuyt à Courtrai	»	90,000	»	»	90,000
102. Port de Blankenberghe	»	130,000	»	»	130,000
103. Côte	»	275,000	»	»	275,000
104. Plantations le long des voies navigables	»	15,000	»	»	15,000
104bis. Canal de Louvain à la Dyle. Frais d'étude	»	»	»	5,015	5,015
<i>Beaux-arts.</i>					
105. Ruines de l'abbaye de Villers. Honoraires	50,000	»	30,000	»	80,000
106. Ruines de l'abbaye d'Aulne	»	30,000	»	»	30,000
107. Conservatoire royal de musique de Gand. — Agrandissement des locaux. Con- struction d'une salle de concerts . . .	60,000	80,000	»	»	140,000
108. Musées royaux de peinture et de sculpture. Acquisitions	»	1,555	»	»	1,555
Totaux.	820,000	2,045,555	154,000	541,015	3,560,570

Nous ne nous arrêtons pas à justifier les augmentations proposées aux différents articles du budget. Elles l'ont été suffisamment dans les divers documents soumis au Sénat.

Qu'il nous suffise d'insérer ici les observations présentées en commission, à quelques-uns des articles du budget.

A l'article 9 litt. B, une dépense de 820,000 francs est inscrite en vue d'indemniser les détenteurs de bétail abattu pour cause de tuberculose. Le bétail abattu par ordre est, dans le fait sinon en droit, une expropriation pour cause d'utilité publique. Il est donc rationnel qu'une indemnité soit accordée au détenteur de l'animal exproprié, lorsque celui-ci est atteint de tuberculose ou de toute autre maladie qui pourrait présenter des dangers pour l'alimentation publique.

Il faut admettre également que lorsque des porcs sont atteints du rouget

et que la viande est reconnue impropre à la consommation, une indemnité est parfaitement justifiée.

Le marquage du bétail est une excellente mesure, qui produira les meilleurs effets, en ce sens surtout que l'introduction du bétail venant de l'étranger ne pourra plus se pratiquer par fraude. Toutefois, il est indispensable, pour obtenir ce résultat, que certaines conditions soient observées, à savoir :

- 1° Que le marquage soit général et achevé à bref délai ;
- 2° Que la statistique du bétail soit tenue à jour ;
- 3° Que les marques ne soient pas sujettes à être facilement enlevées.

Nous estimons, avec le rapporteur de la section centrale, qu'il est de toute nécessité que les indemnités payées aux cultivateurs pour animaux abattus par ordre de l'autorité, soient réglées d'une façon plus rationnelle. Le système actuel, difficilement explicable, donne lieu de la part des cultivateurs à des suppositions fâcheuses. (*Voir p. 8 du rapport de M. le Baron t' Kint de Roodenbeke.*)

Nous constatons avec plaisir que M. le Ministre a consenti à majorer le crédit du litt. 9 d'une somme de 20,000 francs dans le but de favoriser les Sociétés mutualistes d'assurance de bétail, à condition que ces sociétés présentent régulièrement leurs comptes.

Il a promis également de faire un relevé de la fréquence de cas de certaines maladies du bétail, qui éventuellement seraient sujettes à indemnité. Nous enregistrons cette promesse avec satisfaction. C'est le motif du retrait de l'amendement de M. Raemdonck, qui insistait pour majorer le litt. C du même article d'une somme de 200,000 francs.

Félicitons M. le Ministre de l'Agriculture de la voie dans laquelle il compte entrer pour diminuer la rigueur du premier règlement mis en vigueur pour combattre la tuberculose, et spécialement de la résolution qu'il a prise de régler l'indemnité d'après la valeur vénale de l'animal. Il est rationnel de combattre rigoureusement la propagation de cette maladie, mais gardons-nous de mesures extrêmes qui ne seraient pas entièrement justifiées. D'autant plus que pour certains l'efficacité de la tuberculination n'est pas un principe incontesté et que même des cas où cette opération a donné des résultats contraires à ceux que l'on attendait ont été observés.

Les syndicats d'élevage sont en voie de formation. Le Ministre de l'Agriculture a l'intention de les favoriser de subsides spéciaux. Il a déclaré à la Chambre que les sommes inscrites au budget sont suffisantes. C'est une excellente voie dans laquelle il est entré et dont nous ne pouvons que le féliciter.

Des plaintes ont été formulées dans les campagnes sur le taux assez exagéré des frais d'expertise de têtes de bétail dont la viande n'est pas admise à la consommation.

Recherchant les moyens de remédier à cette situation, nous nous sommes demandé si, dans le but d'augmenter le nombre de vétérinaires, il ne serait pas possible de créer une classe de praticiens qui ne soient pas astreints à des études aussi complètes et aussi scientifiques que celles qui sont données à l'école vétérinaire de Cureghem. Actuellement, en

vertu de la loi du 4 avril 1890, les jeunes gens, avant d'être admis à suivre ces cours, outre l'examen d'entrée, doivent produire un certificat de candidat en sciences naturelles.

Sans aucun doute, à leur sortie, ces médecins vétérinaires seront d'excellents praticiens, formeront une classe de jeunes gens instruits, relèveront incontestablement le corps des vétérinaires et seront à même de faire faire des progrès marquants à l'art qu'ils pratiquent ; mais, nous nous demandons s'ils seront assez nombreux et si les plaintes sur la pénurie de vétérinaires et sur le taux relativement élevé de leurs honoraires ne persisteront pas.

La classe de praticiens que nous voudrions encourager seraient moins exigeants pour leurs déplacements et rendraient néanmoins de grands services. Outre le service ordinaire de la guérison de bien des maladies, ils pourraient être employés soit pour l'expertise des viandes, la tenue de l'état civil du bétail, soit pour maints autres services qui actuellement ne peuvent être confiés à des vétérinaires parce que ceux-ci sont trop peu nombreux. Ils formeraient l'intermédiaire entre les médecins vétérinaires et les maréchaux vétérinaires, dont le rôle n'est du reste pas bien spécifié.

A l'article 13 nous attirons l'attention de M. le Ministre sur la nécessité de réserver une part du subside aux efforts qui ont été tentés dans le but d'encourager les cultivateurs à tenir une comptabilité régulière.

Dans presque tout le pays, cette partie est complètement négligée et pourtant comment est-il possible de comparer les différents systèmes de culture si une comptabilité n'est pas tenue. Outre les encouragements accordés aux sociétés agricoles qui sont entrées dans cette voie, M. le Ministre devrait prescrire des conférences ayant uniquement en vue d'atteindre ce but, et engager les instituteurs des communes rurales à poursuivre ce même but.

Dans le libellé de l'article 14 figure : frais résultant de la collation des décorations agricoles.

L'un des membres de la Commission fait observer qu'actuellement les décorations agricoles ne peuvent être données qu'à des ouvriers agricoles et que la classe si instruite et si méritante des agriculteurs proprement dits en est complètement exclue.

Outre l'exception, qui est faite par arrêté du 2 août 1889, d'accorder une décoration spéciale aux propagateurs des sociétés mutualistes, ne conviendrait-il pas ou de former une classe spéciale ou du moins d'autoriser que la première classe de cette décoration pût être accordée à ceux qui dans toutes conditions rendent des services signalés à l'agriculture?

A l'article 12 du budget, un membre de la Commission exprime l'espoir que dans le prochain budget, cet article soit majoré de 100,000 francs, afin de pouvoir augmenter le subside pour l'élevage du cheval de trait belge tant en primes de concours qu'en primes de conservation.

La Commission, à l'unanimité de ses membres, se rallie à cette proposition et ne peut assez insister pour que le Ministre de l'Agriculture continue à subsidier et augmente même les primes en faveur de cet élevage, qui constitue une richesse pour l'agriculture belge.

A l'article 26 figure le crédit pour : boisement de terrains incultes.

Ce subside est d'une nécessité incontestable.

Le peu d'importance du crédit demandé nous indique que c'est un essai que l'on tente dans le but désiré de diminuer d'année en année les terrains incultes. Si ces essais sont bien conduits (et nous sommes persuadés que le service des eaux et forêts ne faillira pas à sa tâche), ce subside, au lieu d'être une charge, est destiné à augmenter les revenus de l'État, des communes et des établissements publics.

Art. 28. — L'importance des laboratoires d'analyse n'est pas en doute ; comme il a été dit à la Chambre, le cachet du Gouvernement, donné à une analyse, en double la valeur. Celle-ci dépend en grande partie de l'heureux choix que le Gouvernement a fait de ses directeurs de laboratoires dont le mérite est incontestable.

Dans la question des laboratoires, le Gouvernement n'est-il pas trop centralisateur ? Outre la Commission centrale des laboratoires, près de chaque laboratoire est installée une commission administrative composée de personnes les plus honorables. Le rôle de cette commission est bien modeste. La moindre petite dépense doit être approuvée par l'honorable chef du département. — Les propositions émanant de la commission administrative ne sont examinées que superficiellement. Toutes les mesures sont prises par le département, sans que la commission soit entendue. — Si cette commission est inutile, si on n'admet ni ses propositions, ni ses conseils, qu'on la supprime, mais qu'on ne réduise pas son rôle à néant. Et pourtant ne conviendrait-il pas, pour conserver à cette institution toute son importance et sa bonne réputation, de donner aux commissions instituées par l'article 3 de l'arrêté royal du 22 juin 1891 une certaine autonomie dans la limite du budget. En lui laissant la responsabilité de ses actes, on lui donnera plus d'initiative et partant plus d'activité.

Le moment ne serait-il pas venu de supprimer ou au moins de diminuer les dépenses qu'occasionne le service relativement coûteux de la Petite-Nèthe canalisée ?

A l'article 40 nous voyons que les travaux nécessaires à son entretien coûteront 20,000 francs. Nous avons demandé à M. le chef du département de nous fournir des explications à cet égard.

Il y a été répondu par la note ci-après :

« Le personnel attaché à la Petite-Nèthe canalisée se compose de :

» Un garde-rivière à	fr.	1,400	»
» Un éclusier-receveur à		1,300	»
» Un id.		960	»
» Un éclusier-contrôleur à		1,160	»
» Un id.		950	»
» Un id.		900	»
» Le total de la dépense par an est donc de	fr.	<u>6,670</u>	»

Voici les renseignements demandés au sujet du mouvement de la navigation sur la même rivière :

ANNÉES.	MOUVEMENT DES BATEAUX.	
	DIRECTION DE GROBBENDONCK VERS LIERRE.	DIRECTION DE LIERRE VERS GROBBENDONCK.
1894	479 bateaux.	403 bateaux.
1895	452 bateaux.	424 bateaux.
1896	435 bateaux.	447 bateaux.

» Droits de navigation perçus (d'après l'*Annuaire statistique*) :

» 1892. fr.	2,493 »
» 1893.	2,257 »
» 1894.	2,156 » (Chiffre de la recette au 31 décembre 1894, l'exercice n'étant pas encore clôturé.) »

Il résulte de ces explications que le service de la Petite-Nèthe canalisée comporte une dépense annuelle pour travaux d'entretien
de fr. 20,000 »

De plus le paiement du personnel inférieur attaché à
ce cours d'eau exige une dépense de 6,670 »
Fr. 26,670 »

La moyenne des recettes des trois dernières années est de 2,302 francs.

Chaque voyage dans l'un ou l'autre sens de Grobbendonck à Lierre et de Lierre à Grobbendonck des 440 bateaux fréquentant annuellement cette rivière, coûte donc à l'État fr. 26,670 — 2,302 = 24,368 : 440 = fr. 55-38 pour un parcours d'environ 15 kilomètres, soit fr. 3-69 par kilomètre.

Il résulte des renseignements fournis par le Département des Travaux publics que le personnel nécessaire à la surveillance de la Grande-Nèthe coûte à l'État la somme de fr. 5,900 »

Si l'on ajoute à cette somme une part approximative
du litt. c de l'article 40 pouvant se monter à 4,000 »
les dépenses pour ce cours d'eau s'élèvent à . . fr. 9,900 »

Les recettes sont nulles et aucune statistique n'est tenue relativement à la fréquentation annuelle de cette rivière canalisée.

Des renseignements particuliers nous permettent de constater que cette navigation est presque nulle, c'est-à-dire qu'annuellement 20 à 25 bateaux circulent sur ce cours d'eau.

Dans ces conditions, une certaine économie s'impose.

Un membre de la Commission fait observer que la corruption des eaux de la Vesdre est un véritable désastre tant au point de vue de l'hygiène publique qu'au point de vue agricole. Il est constaté que les eaux de cette rivière ne peuvent plus être employées ni pour l'alimentation du bétail, ni pour la consommation des nombreuses populations qui habitent cette vallée.

La destruction complète du poisson est observée et les frais considérables que le Gouvernement s'impose pour repeupler cette rivière, au moyen des alevins, qui y sont annuellement déversés, deviennent sans effet. Les nombreux pêcheurs qui fréquentent cette rivière se plaignent avec raison de cette situation.

Un autre membre a exprimé le désir de savoir quelle est la solution donnée à la question de l'Espierres.

Il serait charmé d'apprendre que les travaux seront exécutés sous peu afin de pouvoir rassurer les riverains de ce cours d'eau.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

Les dépenses à exécuter en 1897 étant naturellement autres que celles de 1896, ces budgets ne peuvent être comparés.

Tous les articles de ce budget sont parfaitement justifiés par les notes préliminaires jointes au budget primitif et à celles des budgets amendés et rectifiés, ainsi qu'aux réponses faites par le Gouvernement aux questions qui lui ont été adressées par la section centrale.

Groupant ces différentes dépenses projetées, nous constatons que le chapitre « agriculture » y est compris pour une somme de . fr.	338,000 »
Le service de santé et d'hygiène pour	65,000 »
Les ponts et chaussées et bâtiments civils pour	2,906,015 »
Les beaux-arts pour	251,555 »
	<hr/>
Fr.	<u>3,560,570 »</u>

Un autre groupement nous donne les résultats suivants :

Les dépenses pour intérêt gén. s'élèvent (art. 85 ^{bis}) à fr.	65,000	»
— . — (art. 98) »	125,000	»
— — (art. 99) »	70,000	»
— — (art. 100) »	25,000	»
— — (art. 84) »	18,000	»
— — (art. 85) »	170,000	»
— — (art. 83) »	150,000	»
— — (art. 97) »	110,000	»
— — (art. 101) »	90,000	»
— — (art. 102) »	130,000	»
— — (art. 103) »	275,000	»
— — (art. 104) »	15,000	»
— — (art. 105) »	80,000	»
— — (art. 104 ^{bis}) »	5,015	»
— — (art. 106) »	30,000	»
— — (art. 108) »	1,555	»
— — (art. 97) »	60,000	»
	<u>Fr. 1,419,570</u>	»

Celles pour Bruxelles (spécialement à cause de l'Exposition universelle de 1897) (art. 87) à fr.	195,000	»
— — — — — (art. 88) »	110,000	»
— — — — — (art. 89) »	20,000	»
— — — — — (art. 90) »	366,000	»
— — — — — (art. 91) »	35,000	»
— — — — — (art. 92) »	55,000	»
— — — — — (art. 94) »	200,000	»
— — — — — (art. 95) »	500,000	»
	<u>Fr. 1,481,000</u>	»

Celles pour les provinces (art. 86) à fr.	50,000	»
— — — — — (art. 93) »	100,000	»
— — — — — (art. 107) »	140,000	»
— — — — — (art. 93 ^{bis}) »	370,000	»
	<u>Fr. 660,000</u>	»

Total égal. . . fr. 3,560,570 »

Parmi ces dépenses les aménagements au parc de Tervueren et l'arcade du parc du Cinquantenaire absorbent un crédit de 700,000 francs.

Le rapport de la section centrale de la Chambre des Représentants fournit à cet égard des détails fort circonstanciés.

L'arcade dont il est question ci-dessus sera d'un coût total de 2 millions

544,368 francs, et ne pourra être achevée que lorsque des crédits nouveaux de fr. 972,613-14 auront encore été votés. Le crédit porté à l'article 95 a été voté à la Chambre des Représentants par 63 voix contre 35 et 10 abstentions.

L'agriculture, y compris le recensement (coût 150,000 francs), qui, espérons-le, n'aura pas pour conséquence une majoration de la contribution foncière, est inscrite au budget des dépenses pour 338,000 francs.

Nous n'en tirerons pas de conséquence, mais engageons toutefois le Gouvernement et spécialement le chef du département de l'agriculture et des travaux publics à concentrer tous ses efforts à l'encouragement de l'agriculture.

La question des sucres préoccupe à forte raison la population agricole de tout le pays. Plusieurs pétitions ont été adressées aux Chambres législatives, dans le but d'engager le Ministre des Finances à poursuivre la voie dans laquelle il a l'intention d'entrer.

Un rapport sur le Budget de l'Agriculture ne peut pas éviter de parler de cette grave question d'autant plus que les désirs des agriculteurs et des fabricants de sucre paraissent les mêmes. Sans entrer dans la voie protectionniste à outrance, qui paraît être celle de nos voisins du Sud et de l'Est, les agriculteurs et sucriers belges préconisent l'abolition de toute accise sur les sucres, mais y joignent le désir :

1° Que les primes de sortie et les droits d'entrée de 5 francs par 100 kil. soient institués et maintenus en Belgique aussi longtemps que les pays concurrents conserveront leurs primes de sortie ;

2° Qu'un droit d'entrée soit établi sur les betteraves étrangères importées en Belgique.

Quelques-uns vont même jusqu'à :

1° Réclamer l'interdiction de la saccharine ;

2° Demander un contrôle officiel des opérations de réception et d'analyse de betteraves, dans les sucreries.

Il y a lieu de mettre fin à l'incertitude dans laquelle se trouvent les intéressés au sujet du régime fiscal futur et, dans le cas où des avantages seraient accordés aux fabricants de sucre, de les répartir proportionnellement entre les cultivateurs.

Votre Commission se rallie à ces propositions et engage le Gouvernement à prendre, le plus promptement possible, des mesures dans l'intérêt du cultivateur, dont l'existence serait sérieusement compromise s'il n'était porté remède à la situation actuelle.

Le Budget de l'Agriculture et des Travaux publics a été voté à la Chambre des Représentants à l'unanimité de ses 104 membres.

Votre Commission, Messieurs, également à l'unanimité de ses membres, vous propose l'adoption du budget au chiffre total de 24,144,149 francs.

Le Rapporteur,
Baron DE GRUBEN.

Le Président,
Vicomte VILAIN XIII^g